



Assemblée générale

Distr. générale
14 décembre 2015
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Comité consultatif

Seizième session

22-26 février 2016

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Ordre du jour provisoire annoté

Note du Secrétaire général



1. Élection du Bureau

Conformément à l'article 103 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme élira parmi ses membres son Président et son Bureau.

2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Adoption de l'ordre du jour

Le Comité consultatif sera saisi de l'ordre du jour provisoire (A/HRC/AC/16/1) proposé par le Secrétaire général, ainsi que du présent document, qui contient les annotations relatives aux questions inscrites à l'ordre du jour provisoire.

Organisation des travaux

L'article 99 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que chaque commission « adopte, au début de la session, un programme de travail indiquant, si possible, la date retenue comme objectif pour l'achèvement de ses travaux, les dates approximatives de l'examen des questions et le nombre de séances à consacrer à chacune d'elles » (A/520/Rev.17). En conséquence, le Comité consultatif sera saisi, pour examen et approbation, d'un projet de calendrier établi par le secrétariat, indiquant l'ordre dans lequel chaque point de l'ordre du jour ou rubrique de son programme de travail pour sa seizième session sera examiné et le temps alloué à cet examen.

Composition du Comité consultatif

Dans sa décision 18/121, le Conseil des droits de l'homme a décidé que le cycle du Comité consultatif serait ajusté de manière qu'il débute le 1^{er} octobre et prenne fin le 30 septembre. Les mandats des membres du Comité prendront donc fin le 30 septembre de chaque année.

La composition du Comité consultatif et le terme du mandat de chaque membre sont les suivants* : Ibrahim Abdulaziz Alsheddi (Arabie saoudite, 2018); Mohamed Bennani (Maroc, 2017); Laurence Boisson de Chazournes (France, 2017); Mario Luis Coriolano (Argentine, 2018); Laura-Maria Crăciunean (Roumanie, 2017); Hoda Elsadda (Égypte, 2016); Karla Hananía de Varela (El Salvador, 2016); Mikhail Lebedev (Fédération de Russie, 2016); Alfred Ntunduguru Karokora (Ouganda, 2016); Kaoru Obata (Japon, 2016); Obiora Chinedu Okafor (Nigéria, 2017); Katharina Pabel (Autriche, 2018); Anantonia Reyes Prado (Guatemala, 2017); Changrok Soh (République de Corée, 2017); Ahmer Bilal Soofi (Pakistan, 2017); Imeru Tamrat Yigezu (Éthiopie, 2018); Yishan Zhang (Chine, 2016); Jean Ziegler (Suisse, 2016).

3. Demandes adressées au Comité consultatif en application des résolutions du Conseil des droits de l'homme

a) Demandes actuellement examinées par le Comité

i) Intégration de la perspective du genre

Dans sa résolution 6/30, le Conseil des droits de l'homme a prié le Comité consultatif d'intégrer régulièrement et systématiquement la perspective du genre dans l'exercice de son mandat, y compris lors de l'examen des points communs entre les

* L'année d'expiration du mandat de chaque expert est indiquée entre parenthèses.

formes multiples de discrimination à l'égard des femmes, et de faire figurer dans ses rapports des informations sur les droits fondamentaux des femmes et des filles ainsi qu'une analyse qualitative de la question.

À ses deuxième, quatrième, dixième et onzième sessions, le Comité consultatif a débattu de la question.

ii) Promotion d'un ordre international démocratique et équitable

Dans ses résolutions 8/5 et 18/6, le Conseil des droits de l'homme a prié le Comité consultatif, entre autres, d'accorder l'attention voulue, dans le cadre de son mandat, à la résolution et de contribuer à sa mise en œuvre. Dans la résolution 18/6, il a également décidé de créer pour une période de trois ans un nouveau mandat au titre des procédures spéciales intitulé « Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable ». Par sa résolution 27/9, le Conseil a décidé de prolonger le mandat de l'Expert indépendant pour une nouvelle période de trois ans.

À ses première, deuxième, quatrième et onzième sessions, le Comité consultatif a débattu de la question.

À sa dix-neuvième session, le Conseil des droits de l'homme a nommé Alfred de Zayas (États-Unis d'Amérique) Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable. L'Expert indépendant a présenté son dernier rapport au Conseil à sa trentième session (A/HRC/30/44).

iii) Intégration de la perspective des personnes handicapées

Dans sa résolution 7/9, le Conseil des droits de l'homme a encouragé le Comité consultatif et d'autres mécanismes du Conseil à intégrer la perspective des personnes handicapées, selon qu'il convient, dans l'exécution de leurs travaux et dans leurs recommandations afin de faciliter l'inclusion des personnes handicapées dans les travaux du Conseil. Dans sa résolution 26/20, le Conseil a décidé de créer pour une période de trois ans un nouveau mandat au titre des procédures spéciales intitulé « Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées ».

À ses première, deuxième, quatrième et onzième sessions, le Comité consultatif a débattu de la question.

À sa séance d'organisation, le 6 novembre 2014, le Conseil des droits de l'homme a nommé Catalina Devandas Aguilar (Costa Rica) Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées. La Rapporteuse spéciale présentera son prochain rapport au Conseil à sa trente et unième session.

iv) Activités des fonds rapaces et leurs incidences sur les droits de l'homme

Dans sa résolution 27/30, le Conseil des droits de l'homme a prié le Comité consultatif d'établir un rapport fondé sur des travaux de recherche concernant les activités des fonds rapaces et leurs incidences sur les droits de l'homme, et de présenter au Conseil, à sa trente et unième session, un rapport d'étape sur la question.

Dans la même résolution, le Conseil des droits de l'homme a aussi demandé au Comité consultatif de solliciter les vues et contributions des États Membres, des organismes des Nations Unies, des organisations internationales et régionales concernées, du HCDH et des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, notamment l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations non

gouvernementales, pour l'élaboration du rapport fondé sur des travaux de recherche mentionné ci-dessus.

À sa quatorzième session, le Comité consultatif a constitué un groupe de rédaction, composé de MM. Bennani, Coriolano, Lebedev, Soofi (Président) et Ziegler (Rapporteur), qu'il a chargé d'élaborer un rapport d'étape qui sera soumis au Conseil des droits de l'homme à sa trente et unième session.

Toujours à la quatorzième session, le groupe de rédaction et le Comité en formation plénière ont tenu des réunions pour s'entretenir de la question à l'examen et des questionnaires à distribuer aux États Membres, aux organisations internationales et régionales compétentes, aux institutions nationales des droits de l'homme et aux organisations non gouvernementales. Les questionnaires ont été distribués par le Comité aux différents partenaires en mars 2015.

À sa quinzième session, le Comité a examiné le projet de rapport d'étape (A/HRC/AC/15/CRP.1), dans lequel il est tenu compte des réponses reçues aux questionnaires sur la question. Le Comité, au titre de sa mesure 15/1, a recommandé au Conseil des droits de l'homme de modifier le calendrier envisagé pour assurer une meilleure documentation du travail et de prier le Comité de lui soumettre un rapport d'étape à sa trente-troisième session, en septembre 2016, et non à sa trente et unième session, en mars 2016 (voir A/HRC/31/67).

À sa seizième session, le Comité consultatif examinera le projet de rapport d'étape (A/HRC/AC/16/CRP.1) qui sera présenté au Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session.

v) Élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille

Dans sa résolution 29/5, le Conseil des droits de l'homme a demandé au Comité consultatif de mener une étude qui passerait en revue l'application des principes et directives en vue de l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille, ainsi que les obstacles qui s'y opposent, et de lui soumettre, à sa trente-cinquième session, un rapport dans lequel figureraient des propositions pratiques pour diffuser plus largement et appliquer plus efficacement les principes et directives afin d'éliminer la discrimination et la stigmatisation associées à la lèpre et pour promouvoir, protéger et respecter les droits de l'homme des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille.

Dans la même résolution, le Conseil des droits de l'homme a encouragé le Comité consultatif à prendre en considération, lors de l'élaboration du rapport susmentionné, les vues des États Membres, selon qu'il conviendrait, et celles des organisations internationales et régionales compétentes, notamment l'Organisation mondiale de la Santé, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations non gouvernementales compétentes, ainsi que les travaux menés sur la question par les organes, institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies concernés, dans le cadre de leurs mandats respectifs.

À sa quinzième session, le Comité consultatif a constitué un groupe de rédaction, composé de M^{me} Boisson de Chazournes, M. Coriolano, M^{me} Crăciunean, M. Obata (Président), M. Okafor, M. Soh, M. Soofi, M. Yigezu (Rapporteur) et M. Zhang, qu'il a chargé d'élaborer un rapport qui sera soumis au Conseil des droits de l'homme à sa trente-cinquième session.

Toujours à la quinzième session, le groupe de rédaction et le Comité en formation plénière ont tenu des réunions pour s'entretenir de la question à l'examen et

des questionnaires à distribuer aux États Membres, aux organisations internationales et régionales compétentes, aux institutions nationales des droits de l'homme et aux organisations non gouvernementales. Les questionnaires ont été distribués par le Comité aux différents partenaires en septembre 2015 et de nouveau en novembre 2015.

À sa seizième session, le Comité consultatif examinera le rapport préliminaire sur l'application des principes et directives en vue de l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille (A/HRC/AC/16/CRP.2).

vi) Enfants et adolescents migrants non accompagnés et droits de l'homme

Dans sa résolution 29/12, le Conseil des droits de l'homme a demandé au Comité consultatif de consacrer une étude fondée sur les travaux de recherche à la problématique mondiale des enfants et adolescents migrants non accompagnés et des droits de l'homme, dans laquelle il déterminerait dans quelles zones, pour quelles raisons et dans quels cas cette problématique se manifestait dans le monde et les circonstances dans lesquelles les droits de l'homme étaient menacés et violés, et il ferait des recommandations en faveur de la protection des droits de l'homme de ce groupe de population, pour soumission au Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session.

À sa quinzième session, le Comité consultatif a constitué un groupe de rédaction, composé de M. Corioliano, M^{me} Crăciunean, M^{me} Elsadda, M^{me} Hanania de Varela (Rapporteuse), M. Okafor, M^{me} Pabel, M^{me} Reyes Prado (Présidente) et M. Soh, qu'il a chargé d'élaborer l'étude qui sera soumise au Conseil des droits de l'homme.

Toujours à la quinzième session, le groupe de rédaction et le Comité en formation plénière ont tenu des réunions pour s'entretenir de la question à l'examen et des questionnaires à distribuer aux États Membres, aux organisations internationales et régionales compétentes, aux institutions nationales des droits de l'homme et aux organisations non gouvernementales. Les questionnaires ont été distribués par le Comité aux différents partenaires en septembre 2015.

À sa seizième session, le Comité consultatif examinera le projet de rapport d'étape sur la problématique mondiale des enfants et adolescents migrants non accompagnés et des droits de l'homme (A/HRC/AC/16/CRP.3) en vue de soumettre le rapport au Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session.

b) Suivi des rapports du Comité soumis au Conseil des droits de l'homme

i) Promotion du droit des peuples à la paix

Dans sa résolution 14/3, le Conseil des droits de l'homme a prié le Comité consultatif, en consultation avec les États Membres, la société civile, le monde universitaire et toutes les autres parties prenantes, d'élaborer un projet de déclaration sur le droit des peuples à la paix.

À sa cinquième session, le Comité consultatif a nommé M^{me} Chung, M. d'Escoto Brockmann, M. Heinz (Rapporteur), M. Hüseyinov, M. Sakamoto et M^{me} Zulficar (Présidente) membres d'un groupe de rédaction chargé de travailler sur la question.

Dans sa résolution 20/15, le Conseil des droits de l'homme a pris note du projet de déclaration élaboré par le Comité consultatif (A/HRC/20/31) et a créé un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé de négocier progressivement un projet de déclaration des Nations Unies sur le droit à la paix, en se fondant sur le projet présenté par le Comité. Le Président-Rapporteur du groupe de

rédaction du Comité chargé du projet de déclaration a participé à la première session du groupe de travail, qui s'est tenue du 18 au 21 février 2013.

Dans sa résolution 23/16, le Conseil des droits de l'homme a demandé au Président-Rapporteur du groupe de travail de rédiger un nouveau texte en se fondant sur les débats tenus pendant la première session du groupe de travail et sur les consultations informelles intersessions, et de le soumettre avant la deuxième session du groupe de travail pour examen et poursuite des débats. La deuxième session du groupe de travail s'est tenue du 30 juin au 4 juillet 2014.

Dans sa résolution 27/17, le Conseil des droits de l'homme a décidé que le groupe de travail tiendrait sa troisième session en 2015 avec pour objectif d'établir la version définitive de la Déclaration. Il a prié le Président-Rapporteur de mener des consultations informelles et de rédiger une version révisée du texte. La troisième session du groupe de travail s'est tenue du 20 au 24 avril 2015.

Dans sa résolution 30/12, le Conseil des droits de l'homme a décidé que le groupe de travail tiendrait sa quatrième session pendant cinq jours ouvrables avec pour objectif d'établir la version définitive de la déclaration, et a demandé au groupe de travail d'établir un rapport et de le lui soumettre pour examen à sa trente-troisième session. La quatrième session du groupe de travail se tiendra du 25 au 29 avril 2016.

ii) Les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales

Dans sa résolution 24/14, le Conseil des droits de l'homme a prié le Comité consultatif d'établir un rapport fondé sur des travaux de recherche comportant des recommandations concernant un mécanisme visant à évaluer les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme et à promouvoir le principe de responsabilité, et de lui présenter, à sa vingt-huitième session, un rapport d'étape sur la question.

Dans la même résolution, le Conseil des droits de l'homme a également prié le HCDH d'organiser, avant la vingt-septième session du Conseil, un atelier sur les incidences de l'application de mesures coercitives unilatérales sur l'exercice de leurs droits de l'homme par les populations touchées, en particulier sur leurs incidences socioéconomiques sur les femmes et les enfants, dans les États ciblés, et de soumettre au Conseil, à sa vingt-septième session, un rapport sur les travaux de l'atelier.

À sa douzième session, le Comité consultatif a constitué un groupe de rédaction chargé d'élaborer le rapport susmentionné, dont les membres sont actuellement M. Lebedev, M. Okafor, M. Soofi, M. Yigezu (Rapporteur) et M. Ziegler (Président).

Toujours à la douzième session du Comité consultatif, le groupe de rédaction et le Comité en formation plénière ont tenu des réunions pour s'entretenir de la question à l'examen et des questionnaires à distribuer aux États Membres, aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, aux institutions nationales des droits de l'homme et aux organisations non gouvernementales. Les questionnaires ont été distribués par le Comité aux différentes parties prenantes en mars 2014.

À cette même session, le Comité consultatif a désigné M. Okafor et M. Ziegler pour participer à l'atelier organisé par le HCDH conformément à la résolution 24/14 du Conseil des droits de l'homme et qui a eu lieu à Genève le 23 mai 2014.

À sa treizième session, le Comité a examiné le projet de rapport établi par le groupe de rédaction (A/HRC/AC/13/CRP.2) et a demandé au groupe de rédaction de faire de nouveau distribuer les questionnaires pour recueillir les vues et les contributions des différentes parties prenantes qui n'y avaient pas répondu, afin

d'assurer une meilleure documentation du travail. Les questionnaires ont été distribués de nouveau par le Comité aux parties prenantes en septembre 2014.

À sa treizième session également, le Comité consultatif a demandé au groupe de rédaction d'achever son rapport en tenant compte des débats tenus par le Comité et des réponses reçues à la suite de la nouvelle distribution des questionnaires.

Dans sa résolution 27/21, le Conseil des droits de l'homme a de nouveau prié le Comité consultatif d'élaborer un rapport fondé sur des travaux de recherche et a établi, pour une période de trois ans, le mandat du Rapporteur spécial sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme.

Dans la même résolution, le Conseil des droits de l'homme a décidé d'organiser une réunion-débat biennale sur la question des mesures coercitives unilatérales et les droits de l'homme, qui aurait lieu à partir de sa vingt-neuvième session, avec la participation des États Membres, des organes et organismes des Nations Unies concernés et d'autres parties intéressées, et a demandé au Haut-Commissariat d'élaborer et de lui soumettre un rapport sur la réunion-débat.

À sa quatorzième session, le Comité consultatif était saisi du rapport (A/HRC/28/74), qui a été soumis au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-huitième session.

À sa vingt-huitième session, le Conseil des droits de l'homme a nommé Idriss Jazairy (Algérie) Rapporteur spécial sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial a présenté son premier rapport au Conseil à sa trentième session (A/HRC/30/45).

À sa trentième session, le Conseil des droits de l'homme a tenu sa première réunion-débat biennale conformément à sa résolution 27/21. Le rapport sur la réunion-débat sera présenté au Conseil à sa trente-troisième session.

iii) Coopération technique en vue de prévenir les agressions contre les personnes atteintes d'albinisme

Dans sa résolution 24/33, le Conseil des droits de l'homme a insisté sur la nécessité de combattre et de faire cesser les agressions contre les personnes atteintes d'albinisme et d'adopter des mesures spéciales afin de protéger et de préserver le droit à la vie et à la sécurité de ces personnes, ainsi que le droit de ne pas être soumis à la torture et à des mauvais traitements.

Dans la même résolution, le Conseil des droits de l'homme a demandé au Comité consultatif d'élaborer une étude sur la situation des personnes atteintes d'albinisme en ce qui concerne les droits de l'homme et de lui soumettre un rapport sur la question à sa vingt-huitième session.

À sa douzième session, le Comité consultatif a constitué un groupe de rédaction, dont les membres sont actuellement M. Al Faihani, M^{me} Boisson de Chazournes (Rapporteuse), M. Coriolano, M. Obata et M. Okafor (Président).

Toujours à la douzième session du Comité consultatif, le groupe de rédaction et le Comité en formation plénière ont tenu des réunions pour s'entretenir de la question à l'examen et des questionnaires à distribuer aux États Membres, aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, aux représentations du HCDH sur le terrain, aux institutions nationales des droits de l'homme et aux organisations non gouvernementales. Les questionnaires ont été distribués par le Comité aux différentes parties prenantes en mars 2014.

À sa treizième session, le Comité a examiné le projet de rapport établi par le groupe de rédaction (A/HRC/AC/13/CRP.1) et a demandé à celui-ci d'achever son rapport en tenant compte des débats tenus par le Comité.

À sa quatorzième session, le Comité consultatif était saisi du rapport relatif à l'étude sur la situation des personnes atteintes d'albinisme en ce qui concerne les droits de l'homme (A/HRC/28/75), qui a été soumis au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-huitième session.

Dans sa résolution 28/6, le Conseil des droits de l'homme a pris connaissance du rapport du Comité consultatif et des recommandations qui y étaient énoncées, notamment celle visant à créer un mécanisme relevant des procédures spéciales, et a établi, pour une durée de trois ans, le mandat d'Expert indépendant sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme.

À sa vingt-neuvième session, le Conseil des droits de l'homme a nommé Ikponwosa Ero (Nigéria) Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme des personnes atteintes d'albinisme. L'Experte indépendante présentera son premier rapport (A/HRC/31/63) au Conseil à sa trente et unième session.

4. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007 et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011

a) Examen des méthodes de travail

Conformément au paragraphe 77 de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme, le Comité consultatif peut présenter, dans le cadre des travaux assignés par le Conseil, pour examen et approbation par celui-ci, des propositions d'amélioration de l'efficacité de ses procédures.

Aux paragraphes 35 à 39 de la section III de l'annexe à sa résolution 16/21, le Conseil des droits de l'homme a évoqué le Comité consultatif. Au paragraphe 39 de la même résolution, le Conseil a déclaré que le Comité devait s'efforcer d'intensifier la collaboration intersessions entre ses membres de façon à donner effet aux dispositions du paragraphe 81 de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil.

À sa seizième session, le Comité consultatif pourra donc aborder des questions relatives à ses méthodes de travail.

b) Ordre du jour et programme de travail annuel, y compris les nouvelles priorités

À sa quatorzième session, le Comité consultatif a décidé d'élaborer des documents de réflexion destinés à son propre usage à chacune de ses sessions, qui pourraient être publiés sous la rubrique « Documents de réflexion » du Comité, sur le site Web du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

À sa quinzième session, le Comité consultatif a examiné les documents de réflexion suivants élaborés par ses membres :

- « Lancement d'alertes et droits de l'homme dans le contexte de la corruption » (Katharina Pabel);
- « Déplacements dus aux changements climatiques et droits de l'homme » (Imeru Tamrat Yigezu);
- « Intégration d'une démarche soucieuse des droits de l'homme dans le programme de développement pour l'après-2015 » (Laura-Maria Crăciunean);

- « Régimes régionaux de protection des droits de l'homme (mécanismes de protection) » (Changrok Soh);
- « Forum mondial de doléances relatives aux agissements perçus comme diffamatoires à l'égard des religions » (Ahmer Bilal Soofi).

À sa seizième session, le Comité consultatif examinera les documents de réflexion suivants élaborés par ses membres :

- « Incidences du colonialisme de peuplement sur les droits de l'homme » (Hoda Elsadda et Karla Hananía de Varela);
- « Approche non matérielle des droits sociaux dans l'optique du développement durable » (Mohamed Bennani);
- « Les jeunes et les droits de l'homme : contribution à la cohésion sociale » (Mario Luis Coriolano, Karla Hananía de Varela et Anantonia Reyes Prado);
- « Renforcer le poids du Conseil des droits de l'homme : efficience – efficacité – application – suivi » (Mario Luis Coriolano, Karla Hananía de Varela et Anantonia Reyes Prado).

À sa quinzième session, le Comité consultatif a décidé d'ouvrir son forum de discussion en ligne aux représentants des organisations non gouvernementales et aux membres de la société civile pour permettre au Comité d'interagir et d'échanger plus fréquemment avec eux, et a nommé Mario Coriolano Rapporteur du Comité consultatif et l'a chargé d'élaborer un document sur la collaboration avec les organisations non gouvernementales et les institutions nationales des droits de l'homme, et de faire rapport au Comité à sa seizième session.

À sa seizième session, le Comité consultatif examinera le document susmentionné élaboré par le Rapporteur.

Toujours à la seizième session, le Comité consultatif pourra poursuivre ses discussions au titre du point 4, y compris sur ses nouvelles priorités.

5. Rapport du Comité consultatif sur sa seizième session

Le Comité consultatif sera saisi, pour adoption, d'un projet de rapport sur sa seizième session établi par le Rapporteur.

En application du paragraphe 38 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme, le rapport annuel du Comité consultatif sera soumis au Conseil à sa session de septembre, et fera l'objet d'un dialogue avec le Président du Comité. Par conséquent, les rapports du Comité sur ses seizième et dix-septième sessions seront examinés par le Conseil à sa trente-troisième session.